

Nangela, Deo John (République-Unie de Tanzanie)

[original : anglais]

Curriculum vitae

NOM DE FAMILLE :	NANGELA	
PRÉNOM :	Deo	
DEUXIÈME PRÉNOM :	John	
SEXE :	Masculin	
DATE DE NAISSANCE :	6 novembre 1971	
NATIONALITÉ :	Tanzanien	
CRITÈRE RÉGIONAL :	Groupe Afrique	
SITUATION MATRIMONIALE :	Marié	
LISTE A / LISTE B :	Liste A	
LANGUES :	Langue maternelle : kiswahili	
- ANGLAIS	(écrit) avancé	(oral) avancé
- KISWAHILI	(écrit) avancé	(oral) avancé
TITRES :		
11/2011		
- Institution :	Université du Cap, Afrique du Sud, Faculté de droit	
- Titre(s) obtenu(s) :	Doctorat	
09/2000 - 09/2001		
- Institution :	Université de Londres, School of Oriental and African Studies (SOAS), Royaume-Uni	
- Titre(s) obtenu(s) :	Master of Laws (LLM) en droit public international	
06/1994 - 07/1997		
- Institution :	Université de Dar es Salam, Faculté de droit	
- Titre(s) obtenu(s) :	Licence en droit avec mention (LLB (Hons)).	

08/1997- 07/1998	Cabinet du Procureur général, Bureau du Procureur général, République-Unie de Tanzanie
- Institution :	
	Certificat de mise en pratique de la formation juridique (stage)
- Titre(s) obtenu(s) :	

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE :

01/2025 – Aujourd’hui

- Employeur : Système judiciaire de la Tanzanie
- Intitulé du poste : Juge à la Cour d’appel de Tanzanie
- Détails : Statué sur les appels de jugements d’infractions, notamment le meurtre, l’homicide, la violence sexuelle et fondée sur le genre, en particulier contre les femmes et les enfants, le vol à main armée, la fraude d’entreprise et autres infractions financières, la criminalité organisée transnationale, notamment le terrorisme, les substances narcotiques, le trafic d’espèces sauvages, la traite d’êtres humains, et l’évasion fiscale et autres infractions connexes. Statué également sur des appels en matière civile, en lien notamment avec le respect de la constitution et des droits humains. En tant que membre du Comité du Président de la Cour suprême pour les réformes judiciaires, proposé des analyses et des conseils au Président de la Cour suprême.

11/2023 - 01/2025

- Employeur : Système judiciaire de la Tanzanie
- Intitulé du poste : Juge résident, Haute Cour de Tanzanie, bureau décentralisé de Sumbawanga
- Détails : Pris la direction stratégique des opérations judiciaires, notamment gestion des dossiers, jugement des affaires et administration de la Cour, et contrôlé l’intégration effective des TIC en vue d’améliorer la performance des fonctions judiciaires dans l’ensemble des tribunaux subordonnés de la juridiction. Garanti la prestation efficace et dans les délais de services judiciaires de haute qualité par les fonctionnaires judiciaires et non judiciaires. Supervisé l’administration de la justice conformément aux plans stratégiques nationaux en la matière (2020-2021 et 2025-2026). Contribué aux initiatives de réforme judiciaire et dirigé la mise en œuvre de programmes liés à des mécanismes alternatifs de règlement des litiges. Présidé des affaires pénales complexes et statué sur des appels émanant des tribunaux de district et de première instance en lien avec des victimes vulnérables, les droits humains et la violence fondée sur le genre, en particulier contre des femmes et des enfants. Participé à des programmes de mentorat et d’orientation professionnelle destinés à des juges et magistrats débutants, en matière pénale et civile et dans le domaine de l’environnement et du droit des droits humains.

11/2019 – 11/2023

- Employeur : Système judiciaire de la Tanzanie
- Intitulé du poste : Juge, Division du Tribunal du commerce de la Haute Cour de Tanzanie, et Président du Tribunal des marchés financiers

- Détails :	Exercé en tant que juge de la Haute Cour de Tanzanie (Division du Tribunal du commerce) et Président du Tribunal des marchés financiers, chargé de statuer sur des affaires commerciales et financières complexes, concernant notamment la fraude d'entreprise, les infractions financières et le respect de la réglementation. Rendu des jugements et décisions ayant d'importantes implications pour la gouvernance économique et la justice.
03/2012 - 02/2019	
- Employeur :	Commission de la concurrence loyale
- Intitulé du poste :	Directeur du contrôle de la conformité à la réglementation et Conseiller juridique en chef/Secrétaire de la Commission
- Détails :	Conduit des enquêtes sur des pratiques répréhensibles, des ententes et des infractions économiques transnationales. Exercé en tant que procureur principal et engagé des poursuites dans quelque 48 affaires impliquant des faits d'abus de marché, de fraude financière et de violation des droits des consommateurs présentées devant la Commission, le Tribunal de la concurrence loyale et la Cour d'appel de Tanzanie.
2008	
- Employeur :	Bureau de la Direction du parquet
- Intitulé du poste :	Procureur spécial
- Détails :	Dirigé des enquêtes et des procès en lien avec des infractions transnationales, notamment la pêche illégale dans la zone économique exclusive de la Tanzanie. Facilité la coopération juridique transfrontière contre la délinquance économique. Engagé des poursuites dans des affaires en appel devant la Haute Cour et la Cour d'appel de Tanzanie pour des affaires de meurtre, de blanchiment d'argent, de violences sexuelles et fondées sur le genre contre des femmes et des enfants, et d'atrocités commises contre des personnes atteintes d'albinisme. Fourni des conseils juridiques concernant diverses questions liées à la lutte contre le crime, engagé des poursuites pour violation du code pénal national et réalisé d'autres missions en lien avec des poursuites confiées par le Directeur du parquet.
11/2002- 02/2012	
- Employeur :	Université de Dar es Salam
- Intitulé du poste :	Maître de conférences (département du droit public)
- Détails :	Enseigné le droit international pénal, le droit des droits humains, la procédure pénale, le droit international environnemental et les politiques en la matière, le droit applicable aux mécanismes alternatifs de règlement des litiges et le droit de la preuve. Encadré des travaux de recherche sur le droit international, la justice transitionnelle, les atteintes à la Constitution et les violations de droits humains.
08/1998 - 11/2002	
- Employeur :	Bureau du Procureur général, Ministère de la justice et des affaires constitutionnelles
- Intitulé du poste :	Procureur d'État principal
- Détails :	Fourni des avis juridiques spécialisés dans des affaires d'arbitrage international. Rédigé des actes d'accusation et autres actes de procédure déposés devant la Haute Cour et la Cour d'appel de Tanzanie. Instruit des affaires pénales complexes devant la

Haute Cour et représenté la République lors de procédures en appel devant la Haute Cour et devant la Cour d'appel. Supervisé et mentoré des procureurs débutants s'agissant de la conduite de poursuites pénales et civiles devant des tribunaux subordonnés et devant la Haute Cour de Tanzanie.

08/1997 - 07/1998

- Employeur : Bureau du Procureur général, Ministre de la justice et des affaires constitutionnelles
- Intitulé du poste : Procureur d'État stagiaire et assistant de recherche
- Détails : Donné des avis juridiques dans des affaires pénales et civiles. Rédigé des actes d'accusation et des actes de procédures connexes dans le cadre d'affaires portées devant la Haute Cour et la Cour d'appel de Tanzanie. Fourni une assistance aux recherches juridiques des procureurs principaux et des conseillers principaux dans le cadre de poursuites devant la Haute Cour et la Cour d'appel.

PUBLICATIONS PERTINENTES :

Ouvrages et parties d'ouvrages :

Urban Planning and Development Law in Tanzania, Juris Publishers Ltd (2020).

The Law on E-Commerce & E-Contracting in Tanzania, Reach Publishers, Afrique du Sud (2018).

« *Harmonization of Competition Laws in the EAC: Some Reflections* » dans Döveling, J., Majamba, H.I., Oppong, R.F. et Wanitzek, U. (dir.), *Harmonization of Laws in the East African Community: The State of Affairs with Comparative Insights from the European Union and Other Regional Economic Communities*, Law Africa Publishing (2018).

« *Role of Government in Promoting Sustainable Economic Growth through Competition Reforms: Exploring the Challenges in the Competition Regime Tanzanian Case* » dans *Pursuing Competition and Regulatory Reforms for Achieving Sustainable Development Goals*, CUTS International, Jaipur, 2016.

Articles et rapports :

« Institutional Democratic Practice, Openness, Accountability, and Human Rights in Tanzania », *LST Law Review Journal* (2017)

« Averting Water Conflicts in the Nile Basin: Towards Equitable Utilization », *Orient Journal of Law and Social Sciences* (2008)

Terrorism and the Law in Tanzania, Communication présentée lors d'un atelier (2003)

Tanzanian Courts and Enforcement of Fishery Laws: A Need for Reforms? Document de conférence (2006)

The "Death" to Death Penalty Project, Rapport de consultants, Tanzania Law and Human Rights Centre (2007)

SÉMINAIRES PERTINENTS :

- **2023** : Réformes judiciaires en Afrique subsaharienne (conférence régionale)
- **2021** : Cour africaine des droits de l'homme et des peuples : renforcer la confiance dans les systèmes judiciaires africains, Dar es Salam, Tanzanie
- **2018-2019** : Formation aux enquêtes sur les ententes commerciales, Forum africain de la concurrence, Dar es Salam
- **2016** : Séminaire de l'OMC sur les politiques en matière de commerce et de concurrence, Genève
- **2015** : Négociations Communauté d'Afrique de l'Est-SADC-COMESA sur le droit régional de la concurrence, Nairobi
- **1999** : Formation aux droits humains pour les professionnels du droit, Ministère de la justice, Tanzanie

APPARTENANCE À DES ASSOCIATIONS ET FÉDÉRATIONS :

- East African Magistrates and Judges Association (EAMJA)
- Tanzania Magistrates and Judges Association (TMJA)
- Tanganyika Law Society (TLS), en qualité de membre n'exerçant pas à temps plein
- Institute of Directors in Tanzania, en tant qu'administrateur certifié (M-IoDT278)

DISTINCTIONS :

Reconnaissance pour l'excellence des services judiciaires rendus en lien avec les mécanismes alternatifs de règlement des litiges, Autorités judiciaires de Tanzanie (2023)